



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/INF/52/3/Add.1
22 octobre 1997
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Cinquante-deuxième session

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

CALENDRIER DES SÉANCES PLÉNIÈRES

Note du Président de l'Assemblée générale

Additif

1. On trouvera ci-après le programme de travail et le calendrier provisoires des séances plénières de l'Assemblée générale pour le reste du mois d'octobre, le mois de novembre et le début du mois de décembre 1997 :

Date

Point de l'ordre du jour

Mercredi 22 octobre
Matin

1. Allocution du Président de la République du Mozambique
2. Communication faite par le Secrétaire général en vertu du paragraphe 2 de l'Article 12 de la Charte des Nations Unies [7]
3. Élection de sept membres du Comité du programme et de la coordination [16 b)]
4. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Système économique latino-américain [25]
5. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de la Conférence islamique [31]
6. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Ligue des États arabes [33]

7. Octroi à la Communauté andine du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale [158]
- Lundi 27 octobre
Matin Rapport de la Cour internationale de Justice [13]
- Mardi 28 octobre
Matin 1. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union interparlementaire [29]
2. Retour ou restitution de biens culturels à leur pays d'origine [27]
- Mercredi 29 octobre
Matin Rapport du Conseil de sécurité [11]
- Jeudi 30 octobre
Matin Élection de 18 membres du Conseil économique et social [15 b)]
- Vendredi 31 octobre
Matin Vers une culture de la paix [156]
- Lundi 3 novembre
Matin Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique [14]
- Mardi 4 novembre
Matin 1. Rapport du Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 [49]
2. Université pour la paix [26]
- Mercredi 5 novembre
Matin Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier appliqué à Cuba par les États-Unis d'Amérique [30]
- Lundi 10 novembre
Matin Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation [10]
- Mercredi 19 novembre
Matin Assistance au déminage [41]
- Jeudi 20 novembre
Matin 1. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de coopération économique [34]
2. Congrès universel sur la question du canal de Panama [28]

3. Zone de paix et de coopération de
l'Atlantique Sud [32]

Vendredi 21 novembre
Matin

Appui du système des Nations Unies aux efforts
déployés par les gouvernements pour promouvoir et
consolider les démocraties nouvelles ou rétablies
[38]

Lundi 24 novembre
Matin

Renforcement de la coordination de l'aide
humanitaire et des secours en cas de catastrophe
fournis par l'Organisation des Nations Unies, y
compris l'assistance économique spéciale [20]

Mardi 25 novembre
Matin

1. Pour l'édification d'un monde pacifique et
meilleur grâce au sport et à l'idéal
olympique [24]
2. Coopération entre l'Organisation des
Nations Unies et l'Organisation pour la
sécurité et la coopération en Europe [40]

Mercredi 26 novembre
Matin

Les océans et le droit de la mer [39]

Lundi 1er décembre
Après-midi

Question de Palestine [36]

Mercredi 3 décembre
Matin

La situation au Moyen-Orient [37]

Jeudi 4 décembre
Matin

Question de la représentation équitable au
Conseil de sécurité et de l'augmentation du
nombre de ses membres et questions connexes [59]

Lundi 8 décembre
Matin

Élimination des mesures économiques coercitives
utilisées pour exercer une pression politique et
économique [35]

2. L'inscription sur la liste des orateurs, pour les points énumérés dans le
présent document, est ouverte. À cette fin, appeler le 963-5063.

3. Il est rappelé aux représentants qu'ils doivent soumettre leurs projets de
résolution suffisamment à l'avance pour que les États Membres disposent de
suffisamment de temps pour les examiner et, dans le cas où ces projets de
résolution auraient des incidences sur le budget-programme, afin que le Comité
consultatif pour les questions administratives et budgétaires et la Cinquième
Commission aient le temps d'examiner ces incidences avant que l'Assemblée
générale ne se prononce sur les projets de résolution.
